

Référence : O'Donnell, S., S. Perley, B. Walmark, K. Burton, B. Beaton et A. Sark. (2009). Community Based Broadband Organizations and Video Communications for Remote and Rural First Nations in Canada. Dans L. Stillman, G. Johanson et R. French (dir.), *Communities in Action* (p. 107-119). Newcastle upon Tyne, Royaume-Uni : Cambridge Scholars Publishing.

## ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FOURNISSANT DES SERVICES À LARGE BANDE ET COMMUNICATIONS VIDÉO DANS LES PREMIÈRES NATIONS DES RÉGIONS RURALES ET ÉLOIGNÉES DU CANADA

SUSAN O'DONNELL<sup>1</sup>, SONJA PERLEY<sup>2</sup>, BRIAN WALMARK<sup>3</sup>,  
KEVIN BURTON<sup>4</sup>, BRIAN BEATON<sup>5</sup>, ANDREW SARK

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES ET UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK<sup>1</sup>,  
UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK<sup>2</sup>, KEEWAYTINOOK OKIMAKANAK RESEARCH  
INSTITUTE<sup>3</sup>, ATLANTIC CANADA'S FIRST NATION HELP DESK ET MI'KMAW  
KINA'MATNEWEY<sup>4</sup>, K-NET, KEEWAYTINOOK OKIMAKANAK<sup>5</sup>

Cette recherche montre comment deux organismes communautaires des Premières Nations utilisent les communications vidéo sur des réseaux à large bande afin d'appuyer le développement socioéconomique. Cette étude situe K-Net et l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk dans un mouvement social plus large visant l'autodétermination pour les Premières Nations du Canada au moyen des communications vidéo. Les communications vidéo sur les réseaux à large bande comprennent les visioconférences (en direct et archivées) et les vidéos en ligne. La méthodologie de recherche comprend l'analyse de centaines de visioconférences et de vidéos archivées par les deux organismes, de même que des entretiens avec des informateurs clés.

### **Introduction**

Lors de la conférence des Nations Unies sur les communications au service du développement des peuples autochtones tenue à New York en

mai 2007, le grand chef Stan Beardy de la Nation Nishnawbe Aski a pris la parole depuis Thunder Bay, en Ontario, grâce à la diffusion Web en continu. M. Beardy a souligné l'importance de la visioconférence et des technologies de diffusion de vidéos en continu pour les communautés des Premières Nations des régions éloignées :

... la présentation que je vous fais aujourd'hui représente une réalisation remarquable de notre peuple, non seulement parce que nous exploitons le potentiel des technologies de l'information et des communications, mais aussi parce que nous adaptons ces technologies afin de répondre aux enjeux politiques, sociaux et économiques à l'ordre du jour.

En juin cette année-là, des élèves de l'école de la Première Nation d'Eel Ground, au Nouveau-Brunswick, ont produit et mis en ligne une vidéo de musique dans le cadre d'un programme de prévention du suicide chez les jeunes. Les paroles, mises en musique et accompagnées d'images de jeunes autochtones, décrivent l'aliénation des jeunes autochtones dont la vie ne tient qu'à un fil.

Ces deux activités démontrent comment les Premières Nations du Canada exploitent les technologies visuelles afin de promouvoir les priorités locales et de créer de nouveaux programmes nationaux. Cette étude examine comment K-Net et l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk facilitent l'utilisation des technologies à des fins de développement communautaire dans les communautés autochtones de deux régions rurales et éloignées du Canada.

Basé à Sioux Lookout, en Ontario, K-Net est le plus important réseau à large bande des Premières Nations du Canada; il relie plus de 70 Premières Nations et plus de 30 collectivités non autochtones à l'échelle de l'Ontario, du Manitoba et du Québec. Le deuxième organisme, l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk & Mi'kmaw Kina'matnewey, un organisme basé dans la Première Nation de Membertou, au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, compte dans son réseau 30 sites répartis dans les quatre provinces de l'Atlantique. En plus d'accomplir leurs tâches courantes, les deux organismes fournissent, à titre d'organismes de gestion régionaux dans le cadre du programme canadien Premières nations sur Rescol, des services et une connexion à large bande aux écoles des Premières Nations.

La présente étude traite de l'utilisation des communications vidéo dans le cadre d'activités de développement communautaire dans des domaines autres que la télésanté et l'éducation publique. Le projet de recherche dans son ensemble explore les implications des communications vidéo à large bande pour le changement social et la façon dont les technologies peuvent soutenir les objectifs de développement communautaire des Premières Nations.

### **Contexte de la recherche**

La Commission royale sur les peuples autochtones (1996) a constaté que les traités historiques avec les Premières Nations ont été affaiblis par les politiques d'assimilation. Le plan visait à chasser les peuples autochtones de leurs terres ancestrales, à supprimer les gouvernements autochtones et à détruire les langues et les cultures. La Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) a documenté les répercussions des politiques fédérales, notamment une espérance de vie inférieure, des taux plus élevés de maladie, de violence familiale et de toxicomanie, des taux plus faibles de maturité scolaire, des systèmes de logement, d'aqueducs et d'assainissement inadéquats ainsi que des taux élevés de chômage et d'incarcération. La CRPA a proposé une foule de solutions afin de remédier à ces injustices, notamment l'autonomie gouvernementale et l'autodétermination (Commission royale sur les peuples autochtones, 1996).

Après une lutte séculaire pour l'autodétermination (Miller, 2000), un nouvel outil a été identifié il y a plus de dix ans lorsque des chercheurs ont suggéré que l'Internet pourrait être utilisé par les nations autochtones pour régler des griefs historiques (O'Donnell et Delgado, 1995). Les communautés des Premières Nations des régions rurales et éloignées du Canada sont devenues des chefs de file de l'utilisation des réseaux à large bande. En 2005, l'Assemblée des Premières Nations s'est vue confier le mandat de trouver les ressources nécessaires pour relier les infrastructures à large bande afin de fournir un service vidéo fiable à l'ensemble des communautés des Premières Nations du Canada.

Les réseaux à large bande qui prennent en charge les communications vidéo (notamment la visioconférence multisite et les vidéos en ligne) et qui sont en mesure d'assurer un service fiable offrent aux Premières Nations des régions rurales et éloignées un moyen d'aborder les priorités

locales. Les précédentes recherches sur la vidéo à large bande dans les communautés autochtones portent presque exclusivement sur les applications de télésanté et d'éducation à distance (Bale *et al.*, 2005; Keewaytinook Okimakanak, 2005; Masum, Spence et Brooks, 2005; Muttitt *et al.*, 2004; Aitkin *et al.*, 2004; Elias *et al.*, 2004; Ramirez *et al.*, 2004; Fiser, 2004b; Care, 2001 et 2003; Downing, 2002).

Il existe peu de recherches sur d'autres utilisations des communications vidéo à large bande par les Premières Nations. Les recherches menées par Ferreira *et al.* (2004a et 2004b) explorent comment la vidéo participative au nord de l'Ontario mène à l'autonomisation et à l'élaboration de politiques. Le travail de Ferreira *et al.* (2004a et 2004b) démontre comment les Premières Nations peuvent utiliser les communications vidéo pour tout un éventail d'activités sociales, économiques, politiques et culturelles (Perley et O'Donnell, 2006).

Cette recherche situe deux organismes des Premières Nations dans un mouvement social plus large. Le lien conceptuel entre les mouvements sociaux et les réseaux informatiques est issu du travail de Manuel Castells sur la « société en réseau » (1996, 1997 et 1998). Celui-ci soutient que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une combinaison de restructurations capitalistes et d'innovations technologiques a transformé la société, et que ce phénomène s'est accéléré depuis les années 1970 (Castells, 1989). Castells étudie les conflits contemporains tels que la « montée du quatrième monde » et les mouvements sociaux (Castells, 1997). Il soutient que malgré qu'elle transforme le monde, la mondialisation prive les sociétés de leurs droits. Les mouvements sociaux sont enracinés dans le ressentiment créé lorsque les gens perdent le contrôle de leur vie. De plus, il envisage les réseaux numériques comme des technologies transformatrices qui aident les mouvements sociaux à se mobiliser et à influencer les changements sociaux, politiques, économiques et culturels. Castells (2001) affirme que les mouvements sociaux utilisent les communications pour rejoindre les personnes qui partagent les mêmes valeurs et influencer la société en général.

Dans le cadre théorique de Castells, les deux organismes démontrent que les Premières Nations utilisent les communications vidéo à large bande non seulement pour favoriser le développement communautaire, mais aussi pour provoquer un changement politique, économique et social. Les questions de recherche abordées dans cet article sont les suivantes : Dans

quelle mesure les deux organismes (K-Net et l'ACFNHD) utilisent-ils les réseaux à large bande pour prendre en charge les communications vidéo à des fins de développement communautaire? Ces organismes envisagent-ils leurs activités dans le contexte de la thèse de Castells? Est-ce que chaque organisme fait partie d'un réseau plus vaste et travaille en collaboration avec d'autres groupes afin de favoriser les changements sociaux, économiques et politiques?

### **Méthode de recherche**

Ce projet de recherche est un partenariat entre les chercheurs et les organismes mentionnés précédemment. Dans le contexte autochtone, il est essentiel d'établir et d'entretenir des partenariats (Perley et O'Donnell, 2005 et 2006); par conséquent, les partenaires du projet sont l'Institut de technologie de l'information du Conseil national de recherches (ITI-CNRC) et la University of New Brunswick (UNB) à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, l'organisme K-Net à Sioux Lookout, en Ontario, le Keewatinook Okimakanak Research Institute (KORI), à Thunder Bay, en Ontario, ainsi que l'Atlantic Canada's First Nations Help Desk (ACFNHD) au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse. Une distance de 3 500 kilomètres (quatre vols différents) sépare K-Net et l'ACFNHD. Les chercheurs de Fredericton se trouvent à 650 kilomètres (huit heures de voiture) de l'ACFNHD, et à 2 850 kilomètres (trois vols différents, dont le coût totalise 1 200 \$) de K-Net.

Pour cette recherche, une approche participative adaptée à la géographie canadienne a été utilisée. Les rencontres en personne entre les partenaires étant prohibitives, les partenaires se réunissent tous les mois grâce à la visioconférence multisite et communiquent par Internet entre les réunions mensuelles. Les partenaires tentent de parvenir à un consensus sur l'orientation de l'étude, les activités et les objectifs. La recherche respecte les lignes directrices éthiques élaborées par KORl, le volet recherche de Keewatinook Okimakanak (KO) (<http://research.knet.ca/>), en collaboration avec les aînés, les jeunes, les femmes et les autres membres des communautés.

Pour cette étude, les chercheurs ont utilisé une approche mixte. Les méthodologies employées comprenaient l'analyse du contenu d'un échantillon aléatoire de 100 visioconférences prélevé parmi les 293 visioconférences archivées sur le serveur de K-Net en octobre 2006, et

d'un échantillon aléatoire de 100 vidéos parmi les 203 vidéos se trouvant sur les serveurs des deux organismes, une analyse du trafic effectuée à l'aide du journal du pont de visioconférence de K-Net pendant une période de neuf semaines se terminant au début de 2007, ainsi que 15 entretiens en profondeur effectués en avril 2007 auprès du personnel et des associés de K-Net et de l'ACFNHD.

## **Résultats de la recherche**

### **Les organismes soutiennent activement la visioconférence chez les Premières Nations**

K-Net et l'ACFNHD utilisent tous deux leur pont de visioconférence pour prendre en charge la visioconférence, la visioconférence multisite et la diffusion Web en continu afin de permettre des échanges audiovisuels en simultanée. En moyenne, le pont de K-Net sert à 19 visioconférences avec deux sites et plus par semaine. K-Net travaille également avec son partenaire en télésanté du gouvernement de l'Ontario afin d'offrir des services de transition, une infrastructure et une capacité communautaire pour une dizaine de séances de télésanté par semaine dans les communautés des régions éloignées. K-Net et l'ACFNHD effectuent plusieurs courts tests de visioconférence avec les sites communautaires pour vérifier la fonctionnalité des réseaux et de l'équipement et renforcer les capacités communautaires. Les deux organismes effectuent des visioconférences point à point à l'intérieur et à l'extérieur de leurs réseaux.

Les analyses de contenu, l'analyse du journal du pont de visioconférence et les résultats des entretiens en profondeur suggèrent que K-Net prend en charge quelque 1 000 visioconférences par année en plus des séances de télésanté. L'ACFNHD en effectuerait quant à lui environ 150 par année.

### **La visioconférence favorise les initiatives de développement communautaire**

L'analyse du contenu des visioconférences a déterminé que 62 % des séances étaient organisées à des fins d'apprentissage lié au développement personnel, professionnel ou communautaire, par exemple un séminaire interactif multisite à l'intention des professionnels de la santé

communautaire en prévention du diabète. Dans 14 % des cas, l'objectif principal de ces séances était la tenue de réunions. Un autre 14 % comprenait les rassemblements communautaires, notamment les rassemblements mettant en contact les aînés de diverses communautés. Dans 9 % des cas, les séances étaient diffusées en continu et un grand nombre de participants de partout au pays et de l'étranger y ont assisté.

L'analyse de contenu a révélé que le sujet le plus courant des visioconférences (59 %) était la santé et le bien-être. Pour ce qui est des autres visioconférences, 14 % portaient sur l'éducation et l'apprentissage, 9 % portaient sur la culture et la langue et 6 % portaient sur les TIC. En outre, dans 32 % des cas, l'autre sujet de discussion principal des visioconférences était les TIC. L'éducation et l'apprentissage étaient le sujet de 5 % des visioconférences, 4 % portaient sur d'autres sujets que ceux mentionnés précédemment et 3 % portaient sur plusieurs sujets.

### **La visioconférence relie les lieux et les gens**

La visioconférence met en contact des gens et des groupes situés à différents endroits. L'analyse de contenu a révélé que 44 % des visioconférences reliaient de six à dix sites, que 28 % reliaient de trois à cinq sites, que 15 % reliaient plus de dix sites, que 9 % reliaient moins de dix sites (sans que le nombre exact soit connu), que 3 % reliaient deux sites et qu'une visioconférence (une vidéo de formation) était destinée à un seul site.

Règle générale, la visioconférence relie des sites à l'intérieur d'une même province, mais certaines séances sont interprovinciales et internationales. L'analyse de la répartition géographique des sites participant aux visioconférences a révélé que 73 % des séances reliaient des sites à l'intérieur d'une même province, que 16 % reliaient des sites dans deux provinces, que 7 % reliaient des sites dans trois provinces et plus, que 1 % reliaient des sites à l'étranger et que 3 % reliaient un certain nombre de sites inconnus.

La visioconférence met en contact des groupes de toutes tailles. Selon l'analyse de contenu, 66 % des visioconférences comptaient plus de dix participants, 14 % comptaient de six à dix participants, 14 % comptaient moins de 10 participants (sans que le nombre exact soit connu), 5 %

comptaient de trois à cinq participants et la vidéo de formation comptait un seul participant.

L'analyse de contenu a révélé que les femmes des Premières Nations utilisent activement la visioconférence. Dans 48 % des cas, la consultation des archives n'a pas permis d'établir le ratio hommes-femmes. Toutefois, lorsque ce ratio pouvait être déterminé, 36 % des visioconférences comptaient plus de femmes que d'hommes, 7 % comptaient plus d'hommes que de femmes, 5 % comptaient uniquement des femmes, 2 % comptaient uniquement des hommes et 2 % étaient composées d'un nombre égal de femmes et d'hommes. Dans au moins 90 % des cas, au moins une femme participait à la discussion. Dans l'ensemble, l'analyse du ratio hommes-femmes suggère que la visioconférence est utilisée plus souvent et plus activement par les femmes.

### **Les organismes encouragent la production de vidéos en ligne à des fins de développement communautaire**

La seconde analyse de contenu a été réalisée sur un échantillon aléatoire de 203 vidéos en ligne se trouvant sur les serveurs de K-Net et de l'ACFNHD. L'analyse a révélé que le principal objectif de ces vidéos en ligne (80 %) était d'en faire une ressource pour l'apprentissage lié au développement personnel, professionnel ou communautaire. Ce résultat suggère que les vidéos sont utilisées essentiellement aux mêmes fins que la visioconférence. En outre, 11 % des vidéos en ligne ont servi à documenter un événement communautaire et 9 % ont été utilisées à d'autres fins.

Les vidéos en ligne couvrent un large éventail de sujets : 29 % portaient sur le développement communautaire ou économique, 11 % portaient sur l'éducation et l'apprentissage, 10 % portaient sur la culture et la langue et 2 % portaient sur la santé et le bien-être. Dans 38 % des vidéos, plus d'un de ces sujets était abordé, et d'autres sujets que ceux mentionnés précédemment étaient abordés dans 11 % des vidéos. Une bonne proportion des vidéos (42 %) traitaient des TIC ou du développement de la large bande dans le cadre d'un autre sujet de discussion.

Contrairement aux visioconférences, les hommes étaient davantage représentés que les femmes dans les vidéos. Dans 38 % des vidéos en ligne, le ratio hommes-femmes était inconnu ou ne s'appliquait pas. Dans

30 % des vidéos, tous les participants étaient de sexe masculin et dans 11 % des vidéos, tous étaient de sexe féminin; 8 % des vidéos comptaient davantage d'hommes que de femmes, 7 %, comptaient davantage de femmes que d'hommes et dans 6 % des vidéos, les participants étaient composés d'un nombre égal de femmes et d'hommes. Dans la moitié des vidéos (50 %), au moins une femme s'est exprimée.

Les entretiens avec les informateurs clés ont révélé que les deux organismes ont soutenu le développement de la production de vidéos communautaires au moyen de programmes de formation, d'ateliers et de séminaires.

### **Les organismes considèrent qu'ils contribuent à l'atteinte des objectifs de développement des Premières Nations**

La migration vers la large bande, le renforcement des capacités techniques locales ainsi que la promotion du contrôle et de l'adaptation des TIC à l'échelle locale sont considérés comme les principales missions des deux organismes. Tous les répondants ont souligné la nécessité d'appuyer les objectifs de développement communautaires. Le développement économique étant indispensable à la durabilité locale, tous les répondants ont affirmé que chaque communauté des Premières Nations est unique et que chacune doit fixer ses propres objectifs :

... je crois que davantage de gens doivent être plus ouverts à l'ensemble de nos cultures. Même si toutes nos communautés font partie des Premières Nations, chacune a une perspective et des objectifs différents (membre du personnel de la Première Nation de Membertou).

Les deux organismes sont confrontés à un défi constant : offrir du soutien aux communautés au moyen de la large bande tout en évitant d'en diriger l'utilisation. De nombreux répondants ont souligné la nécessité de renforcer les capacités des communautés en leur fournissant des conseils et de l'assistance.

... une attitude du genre « On va s'occuper de vous » n'est pas positive, tant sur le plan du développement de l'infrastructure que des ressources ou des membres des communautés. Je suppose que nous sommes nous aussi responsables de cette attitude, parfois sans le savoir. Par exemple, je trouve plus

facile de faire quelque chose moi-même à distance que de passer par tout le processus pour expliquer à quelqu'un comment le faire lui-même. J'essaie toutefois de me débarrasser de cette habitude. La chose la plus importante que nous devons changer, c'est l'attitude « On va s'occuper de vous ». C'est la première chose qui doit changer, et ce changement doit venir du gouvernement, de l'industrie ou d'ailleurs. C'est ce qui doit changer en premier (un membre du personnel de K-Net).

... l'ACFNHD pourrait [...] donner ce coup de main. Sans faire les choses à la place de la communauté, il pourrait dire : « Voici les étapes à suivre. Nous sommes là si vous avez besoin d'aide et de soutien » (un membre du personnel de la Première Nation de Membertou).

Le personnel et les associés des organismes comprennent qu'une infrastructure à large bande est un élément essentiel au développement communautaire. Chaque organisme prend en charge des solutions à large bande communautaires, notamment dans le domaine des télécommunications. Plus particulièrement, K-Net favorise l'infrastructure à large bande communautaire dans les communautés des Premières Nations des régions éloignées.

... il y a toujours des coûts associés au déploiement de la large bande. Ces coûts sont élevés, plus élevés que dans les centres urbains à proximité des grandes villes. Nous avons la capacité d'obtenir du financement et de diminuer le coût réel pour les communautés pour que le service devienne abordable. En retour, nous encourageons les communautés à faire l'acquisition de leur connexion à large bande afin qu'elles deviennent leur propre fournisseur de services Internet, puis à faire une analyse de rentabilisation qui leur permettrait d'embaucher des gens et d'être autosuffisantes grâce à un réseau qui leur appartient, et de développer plus d'applications (un membre du personnel de K-Net).

### **Les organismes travaillent régulièrement avec les Premières Nations et des organisations de l'extérieur**

À mesure que leurs contacts se multiplient et que leurs réseaux et leurs activités se développent, les deux organismes sensibilisent les personnes de l'extérieur aux problèmes auxquels les Premières Nations sont confrontées et à la nécessité de trouver des solutions communautaires aux enjeux locaux.

Tous deux travaillent avec de nombreux organismes autochtones et des Premières Nations à l'échelle locale, régionale et nationale. Chacun travaille en collaboration avec d'autres organismes de gestion régionaux (OGR) du programme Premières Nations sur Rescol dans le but d'atteindre des objectifs communs. Les deux organismes travaillent avec le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, de même qu'avec les collèges et les universités. Chacun d'eux établit des partenariats dans les secteurs public et privé.

K-Net et l'ACFNHD font la promotion de la visioconférence comme moyen de communiquer avec leurs partenaires et de solidifier leur relation avec eux.

... nous encourageons toujours nos partenaires à utiliser la visioconférence, non seulement avec notre bureau, mais avec les membres de nos communautés. C'est un processus en pleine évolution. Nous aimerions pouvoir faire plus. Étant donné qu'elle permet de voir et d'entendre d'autres personnes, la visioconférence s'avère un moyen pour établir des relations plus rapidement. En effet, lorsque les communautés des Premières Nations et d'autres partenaires ont l'occasion de se rencontrer et de se voir grâce à la vidéo, une relation s'établit par la suite (un membre du personnel de K-Net).

### **Les organismes reconnaissent la nécessité de changements à plus grande échelle au sein des Premières Nations et de la société canadienne**

Tous les informateurs clés ont souligné un changement de politique à différents niveaux si les communautés parviennent à l'autodétermination.

Les répondants ont déclaré que les communautés des Premières Nations doivent devenir des agentes de changement social. Dans de nombreuses communautés, on constate une grande résistance au changement. Les répondants ont souligné que le changement ne peut pas être forcé de l'extérieur; il doit être introduit localement. Les membres des communautés des Premières Nations et les Premières Nations entre elles doivent travailler ensemble de meilleure façon pour pouvoir avancer.

Les répondants ont identifié la nécessité pour le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux d'élaborer un mandat plus robuste afin de soutenir le développement communautaire des Premières Nations comme composante de l'autosuffisance et de la croissance. Davantage d'employés du gouvernement devraient s'installer dans les communautés au lieu de faire l'aller-retour en avion depuis les grands centres urbains pour effectuer de courtes visites. Davantage de fonds publics sont nécessaires pour mobiliser les champions communautaires et soutenir les communautés dans la réalisation de leurs objectifs de développement. Davantage d'investissements publics doivent être faits dans les travaux publics, l'éducation et le développement des compétences afin d'améliorer la relation entre les Premières Nations et les gouvernements. Plusieurs des personnes interrogées ont indiqué que la *Loi sur les Indiens* du gouvernement fédéral nuisait considérablement au développement des communautés des Premières Nations.

Les répondants ont indiqué qu'un plus grand nombre de personnes et de collectivités non autochtones devraient manifester leur intérêt et leur enthousiasme à travailler avec les Premières Nations. Les Canadiens ont besoin d'avoir une image plus positive des Premières Nations et une meilleure perception de leur culture. Des activités antiracistes financées par les fonds publics doivent être organisées à l'échelle nationale. Plusieurs répondants ont indiqué que les médias grand public canadiens doivent fournir plus d'information sur les enjeux des Premières Nations, parce que les Canadiens sont peu ou mal informés sur la situation de leurs voisins des communautés des Premières Nations. Les Canadiens des centres urbains doivent comprendre que le mode de vie rural est légitime, et que les activités de subsistance sont une solution de rechange viable au matérialisme et à la consommation de masse.

## Résumé et conclusions

K-Net et l'ACFNHD soutiennent l'utilisation des communications vidéo à large bande aux fins de développement communautaire par les Premières Nations des régions rurales et éloignées qui font partie de leurs réseaux.

Les deux organismes soutiennent activement la visioconférence au sein des Premières Nations. K-Net prend en charge un millier de visioconférences par année en plus des séances de télésanté, et l'ACFNHD prend en charge environ 150 séances par année. Les communautés utilisent la visioconférence pour préserver les ressources financières et humaines et donner accès à des événements dont la tenue s'avèrerait autrement impossible en raison des contraintes de temps et de déplacement. La visioconférence permet un meilleur accès aux activités régionales et favorise l'interaction entre des sites et des groupes qui n'auraient probablement jamais été en contact auparavant.

La visioconférence favorise de nombreuses initiatives de développement communautaire. Elle est utilisée essentiellement pour l'apprentissage interactif lié au développement personnel, professionnel ou communautaire, pour les réunions et pour les rassemblements communautaires. Les principaux thèmes des visioconférences sont la santé et le bien-être, l'éducation et l'apprentissage, la culture et la langue, les technologies de l'information et des communications ainsi que le développement économique et communautaire.

La visioconférence relie les lieux et les gens. La plupart des visioconférences sont provinciales, mais plusieurs relient les sites de deux provinces et plus ou d'autres pays. La plupart des visioconférences relient plus de dix participants, et les femmes sont des utilisatrices actives de cette technologie.

Les membres des communautés utilisent la vidéo en ligne pour partager leurs histoires entre eux, avec d'autres communautés des Premières Nations et avec le reste du monde. K-Net et l'ACFNHD ont soutenu la production de vidéos en ligne au moyen de programmes de formation, et tous deux hébergent sur leurs serveurs des vidéos réalisées par les membres des communautés des Premières Nations. Tout comme la visioconférence, les vidéos en ligne sont principalement utilisées comme ressource pour l'apprentissage lié au développement personnel,

professionnel ou communautaire. Un tiers des vidéos portaient sur des sujets liés au développement communautaire et économique.

Les organismes soutiennent le développement communautaire des Premières Nations. Ils reconnaissent que le développement économique est une priorité pour toutes les Premières Nations et que chacune a ses propres objectifs de développement communautaire. Par ailleurs, ils reconnaissent la nécessité de fournir la technologie aux communautés dans le cadre d'un modèle communautaire de développement des technologies.

Les deux organismes sont tout à fait conscients des enjeux auxquels sont confrontées les communautés des Premières Nations, et de la nécessité de favoriser des solutions communautaires aux problèmes de diffusion à large bande et aux défis communautaires. Ils travaillent avec de nombreux organismes des Premières Nations, des gouvernements, des universités et des organisations commerciales. Plus ils élargissent leur réseau de partenaires et de contacts, plus ils sensibilisent un grand nombre de gens à l'importance des solutions communautaires. Chaque fois que l'occasion s'y prête, ils utilisent la visioconférence pour communiquer avec ces personnes et les encouragent à faire de même avec les communautés qui font partie de leurs réseaux.

Les deux organismes reconnaissent que des changements à plus grande échelle sont nécessaires, tant au sein des Premières Nations que de la société canadienne, pour que les Premières Nations puissent atteindre leurs objectifs de développement communautaire. Des changements sont nécessaires de la part des Premières Nations, des gouvernements et de tous les Canadiens.

De toute évidence, les deux organismes sont des intervenants dans un mouvement social plus large dont l'objectif est l'autodétermination des Premières Nations du Canada. Leur rôle dans le cadre de cette recherche soutient l'utilisation de technologies visuelles (c.-à-d. la visioconférence et les vidéos en ligne) par les Premières Nations afin de contribuer à la réalisation de leurs objectifs de développement communautaire. Les deux organismes offrent aux communautés la possibilité d'utiliser leurs réseaux et leurs technologies, initialement conçus pour la prestation de services de télésanté et d'éducation à distance, pour de nombreuses autres activités de développement communautaire.

## Remerciements

Le projet VideoCom est financé par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour 2006-2009, et reçoit des contributions en nature du Conseil national de recherches, de Keewaytinook Okimakanak, de l'Atlantic Canada's First Nations Help Desk et de la University of New Brunswick. Les auteurs tiennent à remercier les personnes qui ont participé aux entretiens pour avoir donné leur opinion et leurs suggestions dans le cadre de l'étude, ainsi que le personnel de KORI, de K-Net et de l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk qui a organisé les visites de recherche.

## Références

- Aitkin, H., R. Jamieson, R. Ramirez et D. Richardson. (2004). *Harnessing ICTs: A Canadian First Nations Experience*. Étude de cas de K-Net sur l'éducation. Ottawa, Canada : CRDI/ICA.
- Bale, D., P. Brooks, J. Grummett et M. Tymchak. (2005). *Research on First Nations E-Learning in Western Canada*. Regina, Canada : University of Regina et organisme de gestion régional responsable du programme Premières nations sur Rescol pour la Saskatchewan et l'Alberta.
- Care, W.D. (2001). Humanizing the interactive video conference experience for Aboriginal students. Dans J. A. Chambers (dir.), *Selected papers from the 12th international conference on college teaching and learning* (p. 35-42). Jacksonville, FL : Community College at Jacksonville.
- Care, W.D. (2003). The learning experiences of First Nation nursing students in a distance education environment. Dans J. Oakes, R. Riewe, A. Edmunds, A. Dubois et K. Wilde (dir.), *Native voices in research* (p. 82-93). Winnipeg, Canada : University of Manitoba, Aboriginal Issues Press.
- Castells, M. (1989). *The informational city: Information technology, economic restructuring, and the urban regional process*. Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishers.

- Castells, M. (1996). *The rise of the network society, 1*. Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishers.
- Castells, M. (1997). *The power of identity, 2*. Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishers.
- Castells, M. (1998). *End of millennium, 3*. Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishers.
- Castells, M. (2001). *The internet galaxy: Reflections on the internet, business and society*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Commission royale sur les peuples autochtones. (1996). *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*. Ottawa, Canada : Gouvernement du Canada.
- Downing, R. (2002). *Bridging Aboriginal digital and learning divides: Report on Office of Learning Technologies support to Aboriginal Communities*. Ottawa, Canada : Gouvernement du Canada, Ressources humaines et développement des compétences Canada, Bureau des technologies d'apprentissage.
- Elias, B., J. O'Neil et D. Sanderson. (2004). The politics of trust and participation: A case study in developing First Nations and university capacity to build health information systems in a First Nations context, *Journal of Aboriginal Health, 1*, 68-78.
- Ferreira, G., B. Walmark, C. Kenny et R. Ramirez. (2004a, octobre). *Experience in participatory video in northern Ontario*. Communication présentée à l'événement Celebrating Communication for Social and Environmental Change: An Anniversary Symposium, University of Guelph, Ontario, Canada.
- Ferreira, G., R. Ramirez et B. Walmark. (2004b, septembre). *Connectivity in Canada's Far North: Participatory Evaluation in Ontario's Aboriginal Communities*. Communication présentée à l'atelier Measuring the Information Society: What, How, for Whom and What préalable à la conférence de l'Association of Internet Researchers, Brighton, Royaume-Uni.

- Fiser, A. (2004a). *A history of policy change – Backgrounder on the First Nations schoolNet RMO transition*. Ébauche 2.0 du document de travail pour le Keewaytinook Okimakanak Research Institute. Toronto, Canada : University of Toronto, Faculty of Information Studies.
- Fiser, A. (2004b). *ICTs for education in Ontario First Nations*. Communication présentée à la conférence du Community Informatics Research Network (CIRN 2004), Prato, Italie.
- Fiser, A., A. Clement et B. Walmark. (2006). *The K-Net development process: A Model for First Nations broadband community networks*. Document de travail n° 2006-12. Alliance canadienne de recherche pour le réseautage et l'innovation (ACRRIC).
- Keewaytinook Okimakanak. (2005). *Position Paper: Turning the Corner with First Nations Telehealth*. Document préparé par John Rowlandson et associés. Thunder Bay, Canada : KO Telehealth.
- Masum, H., J. Spence et M. Brooks. (2005). Music Grid: A case study in broadband video collaboration, *First Monday*, 10(5).
- Miller, J. (2000). *Skyscrapers hide the heavens: A history of Indian-white relations in Canada*, 3<sup>e</sup> éd. Toronto : University of Toronto Press.
- Muttitt, S., R. Vigneault et L. Loewen. (2004). Integrating telehealth into Aboriginal healthcare: The Canadian experience, *International Journal of Circumpolar Health*, 53(4), 401-414.
- O'Donnell, S. (2003). Civil society organisations and an inclusive information society in Europe. Dans B. Cammaerts, L. Van Audenhove, L. Nulens et C. Pauwels (dir.), *Beyond the digital divide: Reducing exclusion, fostering inclusion* (p. 127-142. Bruxelles, Belgique : VUB Brussels University Press.
- O'Donnell, S. (2001). *Towards an inclusive information society in Europe: The role of voluntary organisations (EU-IST Study Report)*. Dublin, Irlande : Itech Research.
- O'Donnell, S. et G. Delgado. (1995). Using the internet to strengthen the Indigenous nations of the Americas, *Media Development*, 3, 36-38.

Perley, S. et S. O'Donnell. (2006). *Broadband video communication research in First Nation communities*. Document présenté à la conférence annuelle de l'Association canadienne de communications. Toronto, Canada : York University.

Perley, S. et S. O'Donnell. (2005, août). *Engaging New Brunswick First Nations in research*. Communication présentée à la conférence du Community Informatics Research Network (CIRN 2005), Cape Town, Afrique.

Ramirez, R., H. Aitkin, R. Jamieson et D. Richardson. (2004). *Harnessing ICTs: A Canadian First Nations experience. K-Net case study on health*. Ottawa, Canada : CRDI/ICA.

### **Auteurs**

D<sup>re</sup> Susan O'Donnell est agente de recherche principale à l'Institut de technologie de l'information du Conseil national de recherches du Canada, et professeure auxiliaire de sociologie à la University of New Brunswick.

Sonja Perley M.Ed. (études critiques) est une chercheuse qui a travaillé sur ce projet à la University of New Brunswick. Elle est également membre de la Première Nation de Tobique.

Brian Walmark est directeur du Keewaytinook Okimakanak Research Institute, un organisme situé à Thunder Bay, en Ontario.

Kevin Burton est coordonnateur de l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk & Mi'kmaw Kina'matnewey, un organisme basé dans la Première Nation de Membertou.

Brian Beaton est le coordonnateur de K-Net, le réseau de Keewaytinook Okimakanak situé à Sioux Lookout, en Ontario.

Andrew Sark a contribué à ce projet dans le cadre de son travail à l'Atlantic Canada's First Nation Help Desk. Il est également membre de la Première Nation mi'kmaq de Lennox Island.